



Rat der
Eidgenössischen
Technischen
Hochschulen

Conseil des
écoles
polytechniques
fédérales

Consiglio
dei
politecnici
federali

Cussegl da
las scolas
politecnicas
federalas

Board of the
Swiss Federal
Institutes
of Technology

Conseil des EPF, Häldeliweg 15, 8092 Zurich

Conférence suisse des hautes écoles (CSHE)
Einsteinstrasse 2
3003 Berne

Par e-mail à: isabella.brunelli@sbfi.admin.ch

Zurich, le 5 décembre 2025 / CC

Consultation relative à la modification de l'Ordonnance du Conseil des hautes écoles pour l'accréditation dans le domaine des hautes écoles: prise de position du Conseil des EPF

Monsieur le président,

Par la présente, nous vous remercions de nous donner l'opportunité de prendre position dans le cadre de la consultation relative à la modification de l'Ordonnance du Conseil des hautes écoles pour l'accréditation dans le domaine des hautes écoles (Ordonnance d'accréditation LEHE).

Le Conseil des EPF et les institutions du Domaine des EPF **se félicitent** des adaptations apportées à l'Ordonnance d'accréditation LEHE concernant la **durée de validité de l'accréditation**. Le raccourcissement de la durée de validité pour la première accréditation permet de relever le seuil de cette accréditation initiale, tandis que l'allongement de la durée de validité en cas de renouvellement d'une accréditation contribue à réduire la charge de travail pour les hautes écoles.

Les documents fournis dans le cadre de la consultation comprenaient le projet d'ordonnance révisée ainsi qu'une version remaniée des **standards de qualité** définis à l'annexe 1 de l'ordonnance et les nouvelles **directives** du Conseil suisse d'accréditation. Vous trouverez en **annexe** à la présente prise de position nos commentaires détaillés et nos propositions de modification concernant ces deux documents.

Nous souhaitons par ailleurs souligner les points suivants:

- Nous sommes d'avis que les **directives** doivent être remaniées en profondeur. Tout d'abord, celles-ci devraient permettre à tous les acteurs impliqués dans une accréditation institutionnelle de comprendre les standards de qualité, c'est-à-dire pas uniquement aux agences d'accréditation, mais aussi aux hautes écoles et au Conseil d'accréditation. Le titre de ce document devrait être adapté en conséquence.

Conseil des EPF

Häldeliweg 15, 8092 Zurich
Hirschengraben 3, Case postale, 3011 Berne
T +41 58 856 86 82, www.cepf.ch

Prof. Michael O. Hengartner
Tél. +41 58 856 86 01
michael.hengartner@ethrat.ch

En outre, la version actuelle des directives met l'accent sur les bases légales des standards et sur les preuves requises pour leur évaluation au lieu d'expliquer chaque standard et son contexte. Cette version repose par ailleurs sur une vision statique des systèmes de gestion de la qualité. Elle donne une liste des nombreuses preuves que les hautes écoles doivent fournir, ce qui confère à l'accréditation institutionnelle le caractère d'une liste à cocher et empêche, de ce fait, le développement d'une culture dynamique de la qualité.

Enfin, l'application des directives dans la version proposée ici entraînerait une réglementation excessive si toutes les preuves mentionnées devaient impérativement être fournies. Des données administratives supplémentaires seraient collectées à titre préventif, telles que le taux d'encadrement par domaine d'études ou la part des coûts de recherche dans le total des coûts. Cela va à l'encontre de l'objectif visé par la modification de cette ordonnance, qui consiste à simplifier l'accréditation institutionnelle. Les directives ont pour but d'expliquer les standards, mais ne doivent pas constituer un règlement supplémentaire. La manière dont les hautes écoles se présentent et les preuves fournies pour attester de leur système de gestion de la qualité relèvent, en définitive, de leur responsabilité. En effet, c'est à elles que l'art. 27 LEHE confie la tâche de garantir la qualité de leur enseignement et de leur recherche.

Le Conseil des EPF et les institutions du Domaine des EPF demandent donc que les directives aient valeur de recommandation et que cela soit spécifié au début du document.

Directives, p. 3 (dernier paragraphe de la rubrique «Objectif et but»):

«Avec les directives suivantes, le Conseil d'accréditation explique les standards et propose différentes preuves pouvant être apportées pour attester de leur respect. Les directives permettent aux hautes écoles de concevoir, développer et présenter leur système de gestion de la qualité. Elles servent de base aux groupes d'experts pour évaluer le respect des standards et au Conseil d'accréditation pour prendre sa décision d'accréditation.»

- Nous approuvons, pour l'essentiel, le remaniement des **standards de qualité** effectué sur la base des expériences des dernières années. Il nous semble toutefois important que la définition et la compréhension du terme «système de gestion/d'assurance de la qualité» utilisé dans les standards 3.1 et 3.3 soient modifiées. Les systèmes d'assurance ou de gestion de la qualité doivent être envisagés de manière dynamique plutôt que rigide. Dans la pratique, les processus liés à la qualité font l'objet d'un développement continu, ce qui n'est pas le cas du système dans son intégralité. L'évaluation de l'ensemble du système de gestion de la qualité est effectuée dans le cadre de l'accréditation institutionnelle.
De plus, la gestion de la qualité est, pour une large part, une tâche de management. Une large participation de tous les groupes d'intérêts au sein d'une haute école est importante, mais doit être considérée comme une contribution et non comme une co-décision.

Nous demandons que les standards 3.1 et 3.3 soient précisés comme suit:

3.1: *«La haute école dispose d'un système de gestion de la qualité qui lui permet de garantir le respect des standards de qualité définis dans cette annexe et d'atteindre ses objectifs stratégiques et opérationnels. Elle définit ~~son système de gestion de la qualité~~ ses processus liés à la qualité dans le cadre d'un ~~de~~ procédures participatives processus appropriées et entretient une culture de la qualité.»*

3.3: *«Elle analyse régulièrement le système de gestion de la qualité les différents processus de son système de gestion de la qualité et procède aux adaptations nécessaires.»*

Par ailleurs, nous considérons que certains des nouveaux aspects ajoutés aux standards de qualité s'écartent de l'approche éprouvée qui consiste à s'aligner étroitement sur la base légale de l'accréditation institutionnelle figurant à l'art. 30 LEHE. Dans le contexte des accréditations, l'introduction de termes supplémentaires tels que «diversité» et «inclusion» sans définition claire ni ancrage législatif n'est pas appropriée à ce niveau. Les hautes écoles traitent largement de ces questions importantes dans le cadre de leurs stratégies institutionnelles respectives. La nouvelle référence au «traitement des plaintes des étudiants» est également contreproductive puisqu'elle porte sur une sélection des procédures de plainte existant pour toutes les hautes écoles (possibilités de plainte au niveau du doctorat?) sans renvoi à l'art. 30 LEHE.

Nous demandons que la formulation des standards 2.4 et 4.3 soit de nouveau plus proche de la base légale concernée, à savoir l'art. 30 LEHE:

2.4: *«Elle accomplit ses tâches dans le respect de la durabilité sociale. Elle promeut notamment l'égalité des chances, la diversité, l'inclusion et l'égalité dans les faits entre les hommes et les femmes. Elle se fixe des objectifs dans ce domaine et contrôle leur réalisation».*

(Référence à l'art. 30, al. 1, let. a, ch. 5: «... la promotion de l'égalité des chances et de l'égalité dans les faits entre les hommes et les femmes dans l'accomplissement de ses tâches»)

4.3: *«Elle réglemente toutes les phases des études, notamment l'admission aux études, la progression des études, la mobilité, la reconnaissance des acquis et l'obtention du diplôme, conformément à son type de haute école. Elle dispose d'une procédure appropriée pour le traitement des plaintes des étudiants. Elle en définit les règles et les publie.»*

(Référence à l'art. 30, al. 1, let. a, ch. 1: «...la qualité de l'enseignement, de la recherche et des prestations de services et une qualification appropriée de son personnel»)

Des commentaires détaillés et autres remarques, notamment sur les directives, sont disponibles en annexe (p. 4 ss, en allemand). Nous vous remercions de l'attention que vous voudrez bien porter à notre prise de position et nous tenons volontiers à votre disposition en cas de questions.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le président, l'expression de notre considération distinguée.

Michael O. Hengartner
Président

Annexe

- Commentaires détaillés (pp. 4 à 7)

Anhang: Detailkommentare

Qualitätsstandards für die institutionelle Akkreditierung (Anhang 1 Akkreditierungsverordnung HFKG)	Anträge und Bemerkungen ETH-Bereich
2.4 «Sie erfüllt ihre Aufgaben unter Berücksichtigung der sozialen Nachhaltigkeit. Sie fördert insbesondere die Chancengleichheit, Diversität, Inklusion und die tatsächliche Gleichstellung der Geschlechter. Sie setzt sich in diesem Bereich Ziele und überprüft deren Erreichung.»	Änderungsantrag gemäss Stellungnahme, S. 3: «Sie erfüllt ihre Aufgaben unter Berücksichtigung der sozialen Nachhaltigkeit. Sie fördert insbesondere die Chancengleichheit, Diversität, Inklusion und die tatsächliche Gleichstellung der Geschlechter. Sie setzt sich in diesem Bereich Ziele und überprüft deren Erreichung».
3.1 «Die Hochschule verfügt über ein Qualitätsmanagementsystem, welches die Einhaltung der in diesem Anhang definierten Qualitätsstandards gewährleistet und die Erreichung der strategischen und operativen Ziele unterstützt. Sie legt ihr Qualitätsmanagementsystem in einem partizipativen Prozess fest und pflegt die Qualitätskultur.»	Änderungsantrag gemäss Stellungnahme, S. 2: «Die Hochschule verfügt über ein Qualitätsmanagementsystem, welches die Einhaltung der in diesem Anhang definierten Qualitätsstandards gewährleistet und die Erreichung der strategischen und operativen Ziele unterstützt. Die Hochschule legt ihre Qualitätsmanagementsystem qualitätsrelevanten Prozesse in einem angemessenen angemessenen partizipativen Prozess Verfahren fest und pflegt die Qualitätskultur.»
3.3 «Sie überprüft das Qualitätssystem regelmässig und nimmt gegebenenfalls Anpassungen vor.»	Änderungsantrag gemäss Stellungnahme, S. 3: «Sie überprüft regelmässig das Qualitätssystem regelmässig einzelne Prozesse ihres Qualitätsmanagementsystems und nimmt gegebenenfalls Anpassungen vor.»
4.3 «Sie regelt alle Phasen des Studiums, insbesondere die Zulassung zum Studium, den Studienfortschritt, die Mobilität, die Anerkennung von Leistungen und den Abschluss, gemäss ihrem Hochschultyp. Sie verfügt über ein angemessenes Ver-fahren für den Umgang mit studentischen Beschwerden. Sie legt die Regelungen fest und veröffentlicht sie.»	Änderungsantrag gemäss Stellungnahme, S. 3: «Sie regelt alle Phasen des Studiums, insbesondere die Zulassung zum Studium, den Studienfortschritt, die Mobilität, die Anerkennung von Leistungen und den Abschluss, gemäss ihrem Hochschultyp. Sie verfügt über ein angemessenes Verfahren für den Umgang mit studentischen Beschwerden. Sie legt die Regelungen fest und veröffentlicht sie.» Ergänzende Argumentation zur Stellungnahme, S. 3: <ul style="list-style-type: none"> - Die Einführung der neuen Formulierung zum Umgang mit den studentischen Beschwerden wird nicht erläutert oder begründet. - Es bleibt unklar, weshalb diese Anforderung nur in Bezug auf Studierende und nicht auch für andere Hochschulgruppen gelten soll und auf welche Art von Beschwerden sich dies bezieht. Auch leuchtet es nicht ein, weshalb nur von Beschwerde (Rechtsmittel) und nicht

	<p>auch von Wiedererwägung (Rechtsbehelf) die Rede ist.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Im abschliessenden Satz zu den Regelungen bleibt unklar, worauf sich diese beziehen: auf die Regelung «aller Phasen des Studiums» oder auf das «Verfahren im Umgang mit studentischen Beschwerden»?
Institutionelle Akkreditierung nach HFKG: Leitlinien des Akkreditierungsrats für die Akkreditierungsagenturen	Anträge und Bemerkungen ETH-Bereich
S. 1 «Leitlinien des Akkreditierungsrats für die Akkreditierungsagenturen»	<p>Änderungsantrag gemäss Stellungnahme, S. 1:</p> <p>«Leitlinien des Akkreditierungsrats für die Hochschulen, die Akkreditierungsagenturen und den Akkreditierungsentscheid durch den Akkreditierungsrat»</p>
S. 3 «Mit den nachfolgenden Leitlinien legt der Akkreditierungsrat für jeden Standard dar, welche Nachweise er als Grundlage für die Bewertung der Standards durch die Gutachtergruppen und den eigenen Akkreditierungsentscheid voraussetzt.»	<p>Änderungsantrag gemäss Stellungnahme, S. 2:</p> <p>«Mit den nachfolgenden Leitlinien legt der Akkreditierungsrat für jeden Standard dar, welche Nachweise er als Grundlage für die Bewertung der Standards durch die Gutachtergruppen und den eigenen Akkreditierungsentscheid voraussetzt erläutert der Akkreditierungsrat die Standards und schlägt mögliche Nachweise vor, welche die Erfüllung der Standards belegen. Die Leitlinien dienen den Hochschulen dazu, ihr Qualitätsmanagementsystem zu gestalten, weiterzuentwickeln und darzustellen. Sie dienen den Gutachtergruppen als Grundlage für die Bewertung der Erfüllung der Standards und dem Akkreditierungsrat für den Akkreditierungsentscheid.»</p> <p>Zum Status dieser Leitlinien und der darin erwähnten Nachweise stellen sich auch folgende Fragen:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Sind die Nachweise zwingend in der genannten Form zu erbringen? - Sind sie abschliessend aufgeführt? - Können fehlende Nachweise durch andere kompensiert werden? Wenn ja, wer beurteilt die Gleichwertigkeit abschliessend (Gutachtergruppe und/oder Akkreditierungsrat)? - Die Formulierung kann so verstanden werden, dass der Akkreditierungsrat nach der Gutachtergruppe ein zweites Mal prüft. Daraus ergeben sich folgende Fragen: <ul style="list-style-type: none"> o Inwiefern wird bei der institutionellen Akkreditierung der Gleichbehandlungsgrundsatz gewahrt, resp. sichergestellt, dass alle Hochschulen diesbezüglich gleichbehandelt werden?

	<ul style="list-style-type: none"> ○ Inwiefern besteht ein Widerspruch zum ersten Absatz der Leitlinien («Der Akkreditierungsrat entscheidet [...] auf Grundlage der Anträge der Agenturen, der Berichte der Gutachtergruppen und der Selbstbeurteilung der Hochschulen.»)?
S. 3 «Aktivitäten der Hochschulen»	Der Begriff «Aktivitäten» ist angesichts der Tatsache, dass die universitäre Mission von Lehre, Forschung und Dienstleistung gemeint ist, möglicherweise irreführend – insbesondere, wenn alternative Begriffe komplementär verwendet werden («Kernaktivitäten»). Wenn der Begriff der «Aktivitäten» in der Kontextualisierung der Standards verwendet wird, könnten «Aktivitäten» auch anders verstanden werden. Wir schlagen daher vor, die «Aktivitäten» Lehre, Forschung und Dienstleistung systematisch als «Kernauftrag», oder «Kernaktivitäten» der Hochschulen zu definieren.
S. 8, Nachweis 2.2-04 «Prozesse und Instrumente, mit denen die Institution das unabhängige Funktionieren der repräsentativen Gruppen sicherstellt, inkl. der Mittel, mit denen die Hochschule dieses fördert. (Räumlichkeiten, interne und externe Kommunikationsmittel und -kanäle, administrative Unterstützung, Entlastung usw.)»	Hier werden in Klammern «Prozesse und Instrumente» aufgelistet. Offen bleibt, ob diese wie bei Nachweis 2.1.-04 beispielhaft (mit Präposition «z.B.») gelten. Vorschlag: Ergänzung von «z.B.»
S. 8/9, Standard 2.4, Kontext: «Gegenüber der Formulierung im Gesetz wird «Gleichstellung» um den Begriff Diversitäts ergänzt. Der Bezug zu Artikel 30 HFKG bleibt jedoch sichtbar («die Aufgaben so erfüllt werden, dass die Chancengleichheit und die tatsächliche Gleichstellung von Mann und Frau gefördert werden»).»	<p>Siehe Grundsatzbemerkungen zum Standard in Stellungnahme, S. 3.</p> <p>Ergänzende Bemerkungen zum Kontext-Abschnitt:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Der Kontext-Abschnitt geht im Zusammenhang von Gleichstellung auf den zusätzlichen Aspekt der Diversität ein, spart aber den ebenfalls neu eingeführten Begriff der Inklusion aus. - Der Zusammenhang zwischen der zitierten «Gleichstellung von Mann und Frau» und «Diversität» wird nicht hergestellt und nicht erläutert. Viel eher wäre Diversität im Kontext der «Chancengleichheit» und nicht der «Gleichstellung» einzuführen. - Zudem ist festzustellen, dass die Begriffe der Diversität und Inklusion nicht definiert sind, und dass damit die Gefahr willkürlicher Beurteilung (Gleichbehandlungsgebot) besteht. - Es wird kein Nachweis zu Aspekten der Inklusion eingefordert. Dies ist unsystematisch und birgt die Gefahr willkürlicher Beurteilung.
S. 10, Standard 3.2, Kontext: «Das HFKG setzt ein System der Qualitätssicherung voraus, welches alle Prozesse und Aktivitäten (Lehre, Forschung,	Der Kontext-Abschnitt formuliert mit Verweis auf das HFKG überzogene Erwartungen und birgt daher die Gefahr einer willkürlichen Beurteilung. Gemäss HFKG gilt die Voraussetzung, dass das

<p><i>Dienstleistung) sowie die Qualifikation des Personals der Hochschule erfasst.»</i></p>	<p>Qualitätssicherungssystem Gewähr dafür bietet, dass «Lehre, Forschung und Dienstleistung von hoher Qualität sind und das Personal entsprechend qualifiziert ist». Die Erwartung, dass «alle Prozesse und Aktivitäten» im Qualitätssicherungssystem erfasst sind, birgt die Gefahr einer willkürlichen Beurteilung. Vorschlag: «alle Prozesse und Aktivitäten» wird durch «Kernprozesse und -aktivitäten» ersetzt.</p>
<p>S. 11, Nachweis 4.1-05 «Vorgaben und Prozesse für die Erstellung und Weiterentwicklung von Studienangeboten (inkl. «student-centered learning, teaching and assessment»)</p>	<p>Was bedeutet das Zitat in der Klammer? Wir sehen keinen Bezug zum Thema des Nachweises. Dieser müsste ergänzt oder die Klammer gestrichen werden (präferiert).</p>
<p>S. 12, Standard 4.3, (fehlender) Nachweis</p>	<p>Siehe Grundsatzbemerkungen zum Standard in Stellungnahme, S. 3.</p> <p>Im Standard werden Beschwerdeverfahren erwähnt, ohne dass hier ein möglicher Nachweis dazu erwähnt ist. Das wirkt inkonsequent.</p>
<p>S. 13, Nachweis 4.4-03 sowie S. 14, Nachweis 5.2-03 und S. 15, Nachweis 6.2-04 «Kommunikation der Resultate an die relevanten Anspruchsgruppen»</p>	<p>Dieser Nachweis kann in einzelnen Bereichen nicht erfüllt werden. So können nicht alle «Ergebnisse» kommuniziert werden, wenn etwa wie in der Unterrichtsbeurteilung, einem Kernprozess der Evaluation der Lehre, etwa der Persönlichkeitsschutz betroffener Personen einer Kommunikation von Ergebnissen entgegensteht oder in der Evaluation von einzelnen Hochschuleinheiten Geschäftsgeheimnisse Bestandteil der Evaluation darstellen.</p> <p>Vorschlag: Ergänzung von «in geeigneter Form»</p>